

CONSTRUCTION DU RESTAURANT « LA LIGURIENNE » SUR LA BASE NAVALE DE TOULON



MAITRISE D'OUVRAGE

ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE

ESID TOULON
CS 30715
BCRM DE TOULON BP 61
83800 TOULON CEDEX 9
04 22 42 08 27
jacques.perrot@intradef.gouv.fr

VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT
BP 1406 - 83056 Toulon cedex
04 94 03 95 80
s.gaffuel@vad83.eu

MAITRISE D'OEUVRE

☐ Architecte mandataire
HUITETDEMI
21, Place A. Labadie
13001 Marseille
04 91 68 00 26
d.mosse@huitetdemi.fr
a.medion@huitetdemi.fr

☐ Architecte ACMH
PA GATIER
30 rue Guynemer
75 006 Paris
01 40 46 88 66
contact@gatier.org

☒ BET TCE
SP2I
90, rue Stanislas Torrents
13006 Marseille
04 91 13 81 80
sp2i.13@wanadoo.fr

☐ BET cuisine
ECCI CUISINE
31 rue Paul Préboist
13013 Marseille
06 03 19 48 42
bet@eccci-cuisine.fr

☐ BET acoustique
A2MS
8 Cours Barthélémy
13400 Aubagne
04 42 32 29 72
contacts@a2ms.info

☐ Economiste MH
ASSELIN
30 rue Jubé de la Pérelle
91410 Dourdan
01 60 81 18 81
contact@asselin-economistes.fr

☐ BET Géotechnique
VINIRE GEOTECHNIQUES
Agence Carros
1ère avenue du 3ème rue - Allée du
Mercantour
06510 CARROS CEDEX
04 90 01 39 02
i.collombat@geotechnique-sas.com

☐ BET Structure MH
ERGON
168/170 rue Saint Denis
75002 Paris
09 79 09 79 37
constact@atelier-ergon.fr

AUTRES INTERVENANTS

☐ Bureau de contrôle
ALPES CONTROLES
ZI La Millone II
67, rue d'Ollioules
83140 Six-Fours-Les-Plages
04 94 46 37 83
edelaunay@alpes-controles.fr

☐ Coordonnateur SSI
DEKRA
417, Route de la Farlède
83130 La Garde
04 94 61 30 81
sebastien.tournassat@dekra.com

PHASE	DCE		
DOCUMENT	CHARTRE CHANTIER FAIBLES NUISANCES		CCFN
Réf. informatique :	LIG_DCE_Charte Chantier Faibles Nuisances_ind0	Echelle : /	

Indice	Date	Auteur	Modifications du document
Ø	Dec 2025	SP2I	Première diffusion

Table des matières

1	GÉNÉRALITÉS.....	3
1.1	Objet du présent document.....	3
1.2	Réglementations applicables aux déchets de chantier	4
2	ENGAGEMENT	6
3	MODALITÉS.....	8
4	ROLES ET RESPONSABILITES	9
4.1	Maîtrise d'œuvre Environnementale	9
4.2	Responsable Chantier faibles nuisances.....	9
5	INFORMATION ET SENSIBILISATION DES PERSONNELS DE CHANTIER.....	10
6	INFORMATION DES RIVERAINS.....	10
7	ORGANISATION DU CHANTIER	11
7.1	Plan d'installation de chantier	11
7.2	Propreté du chantier.....	11
7.3	Stationnement des véhicules des personnels de chantier	11
7.4	Accès des véhicules de livraison	11
8	GESTION DES DÉCHETS.....	12
8.1	Mention déchets dans les devis.....	12
8.2	Réduction de la quantité et du volume de déchets.....	13
8.3	Tri des déchets	13
8.4	L'implantation des bennes et conteneurs	14
8.5	Suivi et traçabilité des déchets	16
8.6	Valorisation des déchets	18
9	MAITRISE DU BRUIT.....	19
9.1	Les horaires d'intervention	19
9.2	Les niveaux de bruit	19
9.3	Les modes d'intervention	19
9.4	Les dispositions à mettre en œuvre	20
10	MAITRISE DES NUISANCES	21
10.1	Qualité des sols.....	21
10.2	Qualité de l'air	21
10.3	Gestion des pollutions accidentelles.....	21
10.4	Limitation des poussières, salissures et boues	22
10.5	Limiter les nuisances visuelles.....	22
11	SUIVI DES CONSOMMATIONS	23
11.1	Consommation et qualité de l'eau.....	23
11.2	Consommation d'énergie.....	23
12	APPLICATION DE LA CHARTE.....	24
13	ANNEXES.....	25
13.1	Comparaison des couts de traitement recyclage, valorisation matière et enfouissement	25
13.2	Bordereau de suivi des déchets de chantier de bâtiment et de travaux publics	26
13.3	Liste des matériaux concernés par le tri et pictogrammes associés.....	28

1 GÉNÉRALITÉS

1.1 Objet du présent document

L'opération, située sur la base navale de Toulon, consiste en la construction du restaurant « La Ligurienne ».

L'enjeu de la mise en œuvre d'un chantier à faibles nuisances est de préserver les ressources naturelles et l'environnement. Il est aussi question de limiter les impacts sur le personnel des entreprises du chantier (compagnons), les usagers et les riverains du chantier (visiteurs, voisinage...).

Les objectifs de la présente charte sont détaillés dans ce document. Ce rapport apporte des éléments réglementaires pour la mise en œuvre d'un chantier à faibles nuisances. L'ensemble de ces éléments est présent dans les différents codes juridiques en vigueur sur le territoire français.

Au cours du chantier, il est souhaitable de maximiser les bonnes pratiques en faveur de la préservation de l'environnement, ce qui nécessite la coopération de toutes les entreprises sur le chantier. En effet, une telle qualité ne saurait être exécutée sans la participation de chacun et de fait, l'application conjointe de bonnes pratiques et attitudes tout au long de ce chantier afin d'en minimiser les incidences mais surtout d'en favoriser la bonne tenue.

1.2 Réglementations applicables aux déchets de chantier

Les principales réglementations en application sur les déchets de chantier sont présentées de manière non

exhaustive. La loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015

La loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) a fixé un objectif de valorisation matière de 70% des déchets des secteurs du bâtiment et des travaux publics d'ici 2020. Le pourcentage de valorisation matière atteint est finalement de 67% pour les déchets du bâtiment. Les efforts doivent donc être maintenus pour atteindre les objectifs fixés par la loi LTECV et aller au-delà.

La loi LTECV fixe l'objectif de recyclage de 65% des déchets non dangereux non inertes d'ici 2025.

La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020

Deux mesures issues de la loi anti-gaspillage et économie circulaire (AGEC) du 10 février 2020 viennent d'être précisées par le décret n° 2020-1817 et vont avoir un impact sur les entreprises de bâtiment :

- L'obligation de faire figurer des mentions « déchets » dans les devis de travaux ;
- La création d'un bordereau de dépôt pour les déchets inertes et non dangereux non inertes.

Ces mesures visent à renforcer la traçabilité des déchets et à contribuer à la lutte contre les dépôts sauvages.

Mentions « déchets » dans les devis de travaux

A partir du 1er juillet 2021, il est obligatoire de faire figurer dans les devis de travaux de construction, de rénovation et de démolition de bâtiments, des mentions concernant les déchets gérés par les travaux, à savoir :

- Une estimation de la quantité totale de déchets générés par l'entreprise de travaux pendant le chantier ;
- Les modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue ;
- Le ou les points de collecte où l'entreprise de travaux prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation ;
- Une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

Bien entendu, la FFB adaptera ses modèles de devis pour que les entreprises soient prêtes pour le 1er juillet 2021.

A noter qu'en cas de manquement à cette obligation, une amende administrative est prévue dont le montant ne peut excéder 3 000 € pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale.

Bordereau de dépôt pour les déchets inertes et non dangereux non inertes

A partir du 1er juillet 2021, un bordereau de dépôt devra être remis gracieusement par l'installation de collecte à l'entreprise de travaux qui vient y déposer ses déchets inertes (béton, gravats, tuiles, briques...) et non dangereux (bois, plastiques, métal, plâtre...).

Toutes les installations de collecte et collecteurs sont concernés y compris les déchèteries publiques qui accueillent les professionnels et les distributeurs qui réceptionnent des déchets de chantier.

Ce document est rempli et signé conjointement par l'entreprise de travaux et l'installation de collecte.

L'entreprise devra y indiquer :

- Sa raison sociale, son numéro SIRET ou SIREN et son adresse ;
- Les informations concernant le ou les maîtres d'ouvrage des chantiers d'où proviennent les déchets (noms ou raisons sociales, adresses, numéros SIRET ou SIREN) ; plusieurs maîtres d'ouvrage peuvent être concernés notamment en cas de mélange de déchets de plusieurs chantiers.

L'installation de collecte quant à elle précisera :

- Ses coordonnées,
- La date de dépôt des déchets,
- La nature des déchets déposés après examen visuel,
- Pour chacun des déchets : la quantité déposée exprimée en volume ou en masse estimée suite à un examen visuel ou mesurée par un dispositif de pesée.

Ce bordereau est à conserver par l'entreprise et à présenter sur demande au maître d'ouvrage du chantier ou en cas de contrôle. Un arrêté viendra préciser le contenu de ce bordereau.

En cas de manquement à cette obligation de lourdes sanctions sont prévues à savoir deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende.

Article L 541-10 du Code de l'environnement du 19 août 2015

Le Principe de responsabilité élargie du producteur (REP) impose aux fabricants, distributeurs de leurs propres produits, importateurs vendant des produits générant des déchets, de prendre en charge la gestion de ces déchets. Différentes filières de produits sont concernées tel que les équipements électriques et électroniques, équipements d'ameublement et prochainement tous les produits ou matériaux de construction du bâtiment.

2 ENGAGEMENT

Conformément à l'article L541-2 du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux (loi du 15 juillet 1975), la gestion des déchets du BTP est de la responsabilité de ceux qui les produisent ou les détiennent.

Cette charte est un élément contractuel. Elle engage l'entreprise signataire et par elle, ses sous-traitants et fournisseurs dont l'entreprise est responsable. De plus, elle constitue un engagement signé par toutes les entreprises intervenant sur le chantier en relation contractuelle directe avec le maître d'ouvrage.

La signature de cette charte est un préalable obligatoire à la signature des marchés de travaux proprement dits.

Par la signature de cette charte, les entreprises s'engagent à trier les déchets conformément aux attentes de la charte et à atteindre un objectif fixé de 90 % de valorisation des déchets (valorisation via des filières de réemploi, réutilisation, recyclage ou valorisation énergétique).

Par conséquent, l'entreprise et ses sous-traitants adjudicataires du chantier s'engagent à mettre en œuvre des méthodes de travail qui permettront de répondre aux objectifs suivants :

- ▶ Limiter les risques et nuisances causés aux travailleurs et aux riverains du chantier,
- ▶ Limiter tous types de pollutions ayant des effets sur l'environnement ou la santé des personnes,
- ▶ Limiter la quantité et le volume des déchets produits, assurer le tri, la traçabilité et rechercher la valorisation,
- ▶ Améliorer les conditions de travail et de confort des personnels et des riverains.

Ainsi, chaque entreprise s'engage individuellement et collectivement par la signature de cette charte :

- A la gestion des déchets produits et consommés,
- A réduire les déchets à la source par des études soignées en exécution préalable, le recours à des fournisseurs responsables, les stockages abrités sur site, les découpes soignées etc...
- A favoriser les circuits de réemploi par la mise à disposition de matériels et matériaux auprès de ressourceries ou partenaires ponctuels locaux et régionaux.
- A évacuer ses déchets tous les jours vers les bennes dédiées, en veillant au compactage des déchets dès que cela est possible, si la gestion est centralisée,
- A compléter les bordereaux de suivi des déchets pour chaque benne évacuée.
- A réutiliser sur place certains déchets ou éviter leur statut de déchets, avec l'accord des maîtres d'œuvre et du contrôleur technique,
- A maîtriser les consommations d'eau et d'électricité lors du chantier dans le compte inter-entreprises, en s'appuyant sur les informations fournies pendant le chantier sur les consommations en cours.
- ▶ A la maîtrise du bruit :
 - A respecter les niveaux de bruit inscrits dans la réglementation du travail,
 - A réduire le niveau sonore du matériel utilisé (utilisation d'engins agréés),

- ▶ A la maîtrise des nuisances
 - A réduire les boues et les poussières dans et hors du chantier,
 - A ne rejeter aucun liquide autre que l'eau dans le sol,
 - A ne brûler aucun matériau sur le chantier.
 - A faire preuve de vigilance aux horaires de travail bruyants pour limiter l'impact sur les riverains/

- ▶ Au maintien d'un espace ordonné
 - A ne pas laisser des éléments encombrants dans le passage pour la sécurité des entreprises,
 - Ranger chaque jour les espaces intérieurs et extérieurs.

- ▶ A la sensibilisation et l'information de tout le personnel et leur contribution pour l'application et le respect de cette charte
 - A participer aux réunions d'information et de formation du personnel et aux actions de sensibilisation collectives organisées sur le chantier,
 - A renseigner et remettre à la maîtrise d'œuvre les fiches « produits » (et/ ou fiches FDES) qui lui seront demandées,
 - A prévoir dans l'offre de prix le coût des prestations ci-dessus.

Outre ces points essentiels, les exigences particulières concernant les produits et systèmes sont précisées dans les CCTP de chaque lot. Le contenu de chacun de ces engagements ainsi que les prestations associées sont détaillés dans les chapitres qui suivent.

3 MODALITÉS

- ▶ Cette charte vaut engagement, elle est signée entre le maître d'ouvrage, l'équipe de maîtrise d'œuvre et l'entreprise adjudicataire. Elle fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier.
- ▶ Cette charte est signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage.
- ▶ En aucun cas cette charte ne se substitue à la réglementation en vigueur qui prévaut sur la tenue, l'organisation et les règles de sécurité à tenir sur les chantiers.
- ▶ Les modalités d'application seront précisées lors de la préparation du chantier, les principes sont toutefois développés ci-dessous.
- ▶ L'entreprise prévoit dans son offre une ligne comptable dédiée à la gestion des déchets lui permettant de trier et valoriser la part de déchets lui incombant.

Je m'engage à respecter cette charte de chantier à faibles nuisances, pour un chantier respectueux de l'environnement et des personnes et ce, pendant toute la durée du chantier.

Fait à..... Le.....

Signatures

Maître d'ouvrage

Maître d'œuvre

Entreprise

La charte engage l'entreprise dans le respect de règles spécifiques au regard des différentes thématiques. Les entreprises devront s'engager à respecter ses règles comme elles s'engagent également à respecter les DTU en vigueur, les Cahiers des charges (CC) ou Cahiers des clauses techniques (CCT), les règles de calcul, les guides, instructions, tous les autres documents ayant valeur de DTU.

Le non-respect des exigences de cette charte engendrerait la dégradation du profil environnemental de l'opération et mettrait en péril le niveau de performance visé.

4 ROLES ET RESPONSABILITES

4.1 Responsable Chantier faibles nuisances

L'entreprise titulaire du lot nomme un Responsable Chantier à faibles nuisances assurant le contrôle des engagements de la présente charte tout au long du chantier :

- Veille au respect de la présente charte à tous les stades de l'avancement du chantier.
- S'occupe de la gestion des déchets : tri, stockage, suivi de la valorisation et des quantités. Il récupère notamment tous les bordereaux de suivi des déchets (BSD) et autres bons d'enlèvement et les transmet régulièrement au maître d'œuvre environnementale.
- Traite les remarques extérieures (voisinage notamment) après les avoir consignés sur le registre prévu à cet effet.
- Consigne tous les événements dans le livre de bord Chantier tenu à disposition de tous.

Le responsable désigné devra être présent sur le chantier pendant toute la durée des interventions et est présent aux réunions qui concernent la qualité environnementale du chantier.

Un adjoint à ce responsable sera également désigné pour assurer la continuité absolue de cette tâche.

5 INFORMATION ET SENSIBILISATION DES PERSONNELS DE CHANTIER

Les entreprises doivent permettre à leurs employés de se former à la démarche en consacrant au moins une heure à la formation de la démarche en début de leur intervention sur le chantier.

Une brochure d'information (support de communication) présentant le fonctionnement du chantier et les règles en application sera réalisée par l'entreprise titulaire du marché lors de la préparation de chantier et distribuée à l'ensemble du personnel.

Toute nouvelle entreprise arrivant sur le chantier en sous-traitance devra être informée des prescriptions mises en place et sera tenue par les mêmes engagements que son mandataire.

Le concepteur environnemental sera joignable par téléphone pour répondre aux questions. Il se rendra également périodiquement sur le chantier pour vérifier la mise en œuvre des dispositifs et éventuellement faire des mesures de rappel. Il présentera également régulièrement les résultats obtenus par l'application de la démarche.

6 INFORMATION DES RIVERAINS

L'information des riverains du site est du ressort du Maître d'Ouvrage. Un panneau d'affichage permanent, attractif et pédagogique situé à l'entrée du chantier comportera les informations suivantes :

- Description de la démarche environnementale du chantier, portant notamment sur l'organisation du tri des déchets et sur la minimisation des nuisances de chantier,
- Les coordonnées du Responsable chantier à faibles nuisances,
- L'indication de la présence d'une boîte aux lettres dédiée aux demandes et aux plaintes.

Le Responsable Chantier à faibles nuisances tiendra à disposition un registre recueillant les remarques émanant des personnes extérieures au chantier.

Le Responsable Chantier à faibles nuisances devra se tenir à la disposition de la maîtrise d'ouvrage si des réunions d'informations des riverains sont nécessaires.

Afin de permettre aux riverains de signaler une éventuelle nuisance ou un manquement à la présente charte, un cahier de doléance sera mis en place à l'entrée du chantier, visible et facilement accessible, et sera régulièrement consulté.

Le Responsable Chantier à faibles nuisances recevra ces doléances et assurera la gestion et le suivi des plaintes. Ce dernier devra inclure la nature et le jour de mise en application des actions correctives. Ses coordonnées sont affichées en permanence sur un panneau accessible au public.

7 ORGANISATION DU CHANTIER

7.1 Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi lors des réunions de préparation de chantier à partir des propositions de la maîtrise d'œuvre en concertation avec l'entreprise titulaire du présent marché et validés par la maîtrise d'ouvrage et le CSPS. Ces plans comprendront les localisations et délimitations :

- Des zones de stationnements,
- Des zones de cantonnements,
- Des aires de livraison et stockage des approvisionnements,
- Des aires de livraison du béton,
- Des aires de manœuvre des grues,
- Des aires de tri et stockage des déchets,
- Les schémas de principe d'organisation de chantier par phases.

7.2 Propreté du chantier

Le chantier devra être maintenu propre. Les entreprises proposeront des procédés permettant d'atteindre cet objectif : tri des déchets au plus près des postes de travail, coup de balais en fin de journée avant de quitter le chantier...

Les déchets seront déposés tous les soirs dans les bennes prévues à cet effet.

L'installation et l'entretien de sanitaires à destination du personnel sont obligatoires. Il conviendra de veiller à des localisations proches des zones de travail.

7.3 Stationnement des véhicules des personnels de chantier

Le stationnement des véhicules du personnel s'effectue strictement dans la zone prévue à cet effet et en aucun cas en dehors de la zone définie pour le chantier ni sur le domaine public extérieur et ce afin de ne produire aucune gêne ou nuisance ni sur la voirie ni pour le voisinage.

7.4 Accès des véhicules de livraison

Une signalétique claire est réalisée et mise en place par l'entreprise gros-œuvre, elle indique l'itinéraire d'accès au chantier et les accès livraison.

L'entreprise titulaire est responsable du comportement de ses fournisseurs sur le chantier, elle devra donc les tenir informés des règles et fonctionnements à respecter.

Les horaires et accès de livraison sont définis pour éviter les heures de pointe ou les heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage.

8 GESTION DES DÉCHETS

 Le **secteur du bâtiment** génère environ
46 millions de tonnes de déchets par an,

soit plus que les ménages (environ 30 millions de tonnes)

Source : Mieux gérer les déchets de chantier du Bâtiment FFB 2021

8.1 Mention déchets dans les devis

L'entreprise titulaire devra indiquer dans ses devis les mentions « déchets » avec chaque élément stipulé ci-dessous.

Mentions « déchets » dans les devis

À compter du 1^{er} juillet 2021, il est obligatoire de faire figurer dans tous devis de travaux des mentions liées à la gestion et aux modalités d'enlèvement des déchets générés par les travaux projetés¹.

Les éléments à indiquer sont les suivants :

- Une **estimation de la quantité totale de déchets** générés par l'entreprise de travaux pendant le chantier ;
- Les modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets et notamment **l'effort de tri** réalisé sur le chantier et la **nature des déchets** pour lesquels une collecte séparée est prévue ;
- Le ou les **points de collecte** où l'entreprise de travaux prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation (ex : déchèterie professionnelle, publique, distributeur, etc.) ;
- Une **estimation des coûts** associés.

Source : Mieux gérer les déchets de chantier du Bâtiment FFB 2021

8.2 Réduction de la quantité et du volume de déchets

L'entreprise titulaire du marché s'organisera pour limiter la production de déchets à la source par les actions suivantes :

- Choix des procédés et précisions des réservations (afin d'éviter notamment les repiquages) ;
- Calepinage et quantification des matériaux pour limiter les découpes ;
- Approvisionnements régulés des matériaux et entreposage à l'écart pour limiter la casse au stockage ;
- Livraison sur palettes et conteneurs consignés, choix d'emballage limités et éco-conçus ;
- Recyclage sur place de certains déchets comme par exemple des déchets inertes pour des sous-couches de voirie (avec accord de la maîtrise d'œuvre) ;
- Réduction des emballages (les pertes et les chutes sont réduites par une optimisation des modes de conditionnement), identification et quantification des emballages dès la passation des commandes avec les fournisseurs afin d'en connaître la nature et éventuellement d'en limiter la quantité ;
- Approvisionnement limitant les emballages (privilégier les fournisseurs proposant des emballages réduits, faciles à valoriser ou consignés) ;
- Planification de la mise en œuvre des produits de façon à limiter les chutes et la production de déchets.

8.3 Tri des déchets

Le tri sera effectué au plus près des sources de production. Des dispositions seront prises pour faciliter le tri au plus près des postes de travail (mini big bag à plusieurs endroits du chantier par exemple).

Pour chaque type de déchets, des filières de traitement et de valorisation seront recherchées à l'échelle locale. A titre indicatif, quelques centres de regroupement, tri ou stockage présents à proximité du site sont identifiés en annexe de cette charte.

Afin d'optimiser au maximum le coût de cette démarche, la nature, le nombre et le volume de bennes pourra varier en fonction des phases d'avancement du chantier selon l'évaluation de l'entreprise titulaire du marché.

Règle du tri collectif des déchets : les règles définitives seront validées avec l'ensemble des acteurs lors de la préparation du chantier.

Le cas échéant, il est conseillé à l'entreprise de trier séparément :

- les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- les déchets d'éléments d'ameublement (DEA),
- les déchets diffus spécifiques (DDS) : peintures, colles, solvants, vernis, enduits...

Si ce tri sélectif est réalisé, l'entreprise pourra bénéficier d'une reprise gratuite de ces éléments et donc ne pas avoir à gérer ces déchets sur le chantier.

FILIERE SPECIFIQUE DES DEEE

Les filières à responsabilité élargie du producteur (REP)

Dans le cadre d'une filière REP, les metteurs sur le marché (fabricants, distributeurs pour les produits de leurs propres marques, les importateurs sur le marché français), doivent prendre en charge, notamment financièrement, la gestion des futurs déchets issus de leurs produits.

C'est le principe du « pollueur-payeur ».

Ainsi, le coût de collecte et traitement des déchets peut être internalisé dans le prix de vente des produits permettant **une reprise gratuite sous conditions des déchets triés** dans les points de reprises des filières.

Les déchets du bâtiment sont concernés par quatre filières REP :

- **la REP déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)** ;
- **la REP déchets d'éléments d'ameublement (DEA, quel que soit leur matériau)** ;
- **la REP déchets diffus spécifiques (DDS ou déchets de produits chimiques : peintures, colles, solvants, vernis, enduits, etc.)** ;
- et à partir de 2022 : la **REP Bâtiment** pour les autres déchets du bâtiment issus de produits et matériaux de construction.

Ainsi, s'il n'est pas réglementairement obligatoire de trier les DEEE, les DEA ou les DDS, il est fortement conseillé de le faire afin de pouvoir bénéficier d'une reprise ou d'un enlèvement sur site

Source : Mieux gérer les déchets de chantier du Bâtiment FFB 2021

8.4 L'implantation des bennes et conteneurs

L'implantation des bennes et conteneurs devra figurer sur le PIC au moment de la mise en place de chaque phase de chantier.

Les bennes ou conteneurs seront clairement identifiées grâce à la mise en place de pictogrammes. Ces pictogrammes seront mis en place sur des panneaux autoportants (de dimension d'au moins 0,3m par 0,3m). Une série de pictogrammes est proposée par la maîtrise d'œuvre et jointe en annexe de document (document téléchargeable sur le site de la Fédération Nationale du Bâtiment).

Afin d'optimiser au maximum cette démarche, la nature, le nombre et le volume de bennes ou conteneurs pourront varier en fonction des phases d'avancement du chantier selon l'évaluation de l'entreprise titulaire, mais aussi de toutes les autres entreprises.

Peut-on stocker temporairement des déchets sur le chantier ?

Oui, on peut stocker temporairement des déchets sur les chantiers afin d'optimiser le remplissage des bennes.

Les déchets dangereux devront être stockés dans des conteneurs étanches (ex : armoires à déchets spéciaux).

Peut-on stocker des déchets sur un terrain privé sans autorisation ?

Non, car le stockage des déchets, quels qu'ils soient (y compris les déchets inertes de chantier), est réglementé. Les lieux affectés au stockage des déchets dangereux et des déchets non dangereux sont des installations classées. Pour les déchets inertes, les installations de stockage (ISDI) relèveront du régime installation classée à compter du 1^{er} janvier 2015.

Où stocke-t-on les déchets non recyclables ?

Il existe trois types d'installations de stockage, en fonction de la perméabilité de leur sous-sol et de leur mode de gestion (création d'alvéoles, captage des biogaz, traitement des rejets liquides) :

- **Installation de stockage de déchets dangereux** ou ISDD (anciennement "classe 1")
- **Installation de stockage de déchets non dangereux** ou ISDND (anciennement "classe 2")
- **Installation de stockage de déchets inertes** ou ISDI (anciennement "classe 3")

Depuis juillet 2002, seuls les déchets ultimes sont acceptés en installations de stockage. C'est-à-dire que seuls les déchets qui ne peuvent plus être valorisés dans des conditions technico-économiques acceptables pourront être déposés dans des installations de stockage (par exemple, si les matériaux recyclés sont plus chers que les matériaux primaires).

Source : http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/res/dechets_chantier/PDF/Dechets_QR_010216_V6protege.pdf

8.5 Suivi et traçabilité des déchets

Comme énoncé précédemment, le Code de l'environnement stipule que tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de leur gestion jusqu'à élimination ou valorisation finale. L'entrepreneur reste responsable de ses déchets même lorsqu'ils ne sont plus en sa possession. Il est donc important pour lui d'assurer un bon suivi et de vérifier que l'installation ou le prestataire auquel il remet les déchets soit habilitée à les prendre en charge.

La notion de propriété est-elle importante pour déterminer les responsabilités ?

Non. Les textes parlent de "producteur" ou "détenteur", donc la propriété des déchets n'est pas importante. Une entreprise qui travaille sur un bâtiment qui ne lui appartient pas n'est pas, pour autant, déchargée de la responsabilité d'évacuer les déchets : c'est elle qui les produit par son activité ou qui les détient.

L'entreprise est responsable de la gestion de ses déchets **jusqu'à leur élimination ou valorisation finale**, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Elle s'assure que la personne à qui elle les remet est autorisée à les prendre en charge

Source : http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/res/dechets_chantier/PDF/Dechets_QR_010216_V6protege.pdf

La traçabilité des déchets obligatoire s'effectue grâce au :

- Registre des déchets : catalogue des déchets de chantier et de bureau produits par l'entreprise
- Bordereaux de suivi des déchets inertes et non dangereux

Pour ce faire, le Responsable Chantier à faibles nuisances remettra une copie des Bordereaux de Suivi des Déchets (modèle en annexe) au Concepteur Environnemental et à l'OPC pour contrôle, suivi et analyse.

Les entreprises respecteront la recommandation T2-2000.

Registre des déchets

Les entreprises de travaux ont l'obligation de tenir un registre des « déchets sortants » compilant les informations sur l'ensemble des déchets produits par l'entreprise : **déchets de chantier et déchets de bureau.**



À SAVOIR

La FFB met à disposition des entreprises un modèle de trame de registre des déchets¹ sur le site

www.ffbatiment.fr

- Afin de répondre plus facilement à cette obligation, les entreprises de travaux peuvent demander aux opérateurs déchets de leur fournir un extrait de leur propre registre pour les déchets les concernant.
- Pour les entreprises qui produisent des terres excavées et sédiments, un registre spécifique doit être produit².

Bordereau de dépôt pour les déchets inertes et non dangereux

À compter du 1^{er} juillet 2021, un bordereau de dépôt³ devra être remis par l'installation de collecte à l'entreprise de travaux qui vient y déposer ses déchets inertes et non dangereux. **L'entreprise doit co-remplir ce document** en indiquant :

- Sa raison sociale, son numéro SIRET ou SIREN et son adresse ;
- Les informations concernant le ou les maîtres d'ouvrage des chantiers d'où proviennent les déchets (noms ou raisons sociales, adresses, numéros SIRET ou SIREN) ; plusieurs maîtres d'ouvrage peuvent être concernés notamment en cas de mélange de déchets de plusieurs chantiers.

Ce bordereau est à conserver par l'entreprise et à **présenter sur demande au maître d'ouvrage du chantier** ou en cas de contrôle. À noter qu'un unique bordereau peut être rempli pour plusieurs chantiers.

Bordereau de suivi des déchets dangereux

Les déchets dangereux font l'objet d'une **procédure d'acceptation en installation de traitement des déchets et d'une traçabilité spécifique**.

Un bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) est à remplir conjointement par l'entreprise avec les détenteurs successifs des déchets (transporteur, installations de collecte...) jusqu'à l'élimination finale du déchet.

Pour les déchets d'amiante, c'est le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA) qui doit être rempli.

Le BSDD (Cerfa n°12571*01) et le BSDA (Cerfa n°11861*03) sont des documents **à conserver 5 ans par l'entreprise**.

Encadré rouge ci-contre : champs du Cerfa à compléter par l'entreprise ou le producteur des déchets.

Source : Mieux gérer les déchets de chantier du Bâtiment FFB 2021

8.6 Valorisation des déchets

➤ Hiérarchie des modes de traitement des déchets

Cette hiérarchie consiste à privilégier, dans l'ordre, après la prévention :

- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage et la valorisation des déchets organiques par retour au sol ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- l'élimination (article 4 de la directive, article L.541-1 du Code de l'environnement).

Article "Grands principes de la réglementation européenne sur les déchets" - Ademe, 21/06/2018

L'article L 541-10 du Code de l'environnement oblige à valoriser les déchets au mieux des filières disponibles localement selon la hiérarchie des modes de traitement énoncée ci-dessus. Le recyclage de tous les déchets est donc obligatoire.

L'entreprise titulaire a la responsabilité de la collecte, du transport et de l'optimisation technique, économique et réglementaire des déchets du chantier vers les filières de tri, d'élimination ou de valorisation.

Plus de 90 % de la globalité des déchets produits en lien avec le chantier devront être valorisés. L'ensemble des déchets seront triés sur site et enlevés vers des centres de tri : aucune mise en décharge ne sera tolérée.

9 MAITRISE DU BRUIT

Les entreprises interviendront en milieu occupé. Il appartient aux entreprises de prendre toutes les dispositions afin de limiter les nuisances sonores en assurant des protections acoustiques et vibratoires.

Ces dispositions concernent notamment trois points :

9.1 Les horaires d'intervention

Aucune activité ne devra être réalisée les jours fériés, samedis et dimanches sauf autorisation spéciale du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Un affichage des travaux bruyants devra être réalisé sur le panneau d'information du chantier.

9.2 Les niveaux de bruit

L'entreprise s'engage à respecter les niveaux de bruit inscrits dans :

- La réglementation sur la protection des travailleurs
- La réglementation sur le matériel et les engins de chantier
- La réglementation concernant les bruits de voisinage

Les dispositions réglementaires françaises et européennes relative à la limitation du niveau sonore émis par les engins de chantiers et à leur insonorisation seront respectées.

Les émissions sonores du chantier ne devront dépasser 78dB qu'en cas d'intervention ponctuelle de démolition sur les ouvrages béton existants.

9.3 Les modes d'intervention

Du matériel homologué conforme aux réglementations en vigueur sera utilisé. Les entreprises fourniront à la maîtrise d'œuvre leur méthodologie d'intervention et devront pouvoir présenter à tout moment les fiches techniques des matériels utilisés sur le chantier.

Les matériels de chantier respecteront notamment les normes suivantes :

- Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments, pris en application de la directive 2000-2014/CE(JO du 3 mai 2002) et abrogeant l'ensemble des arrêtés du 12 mai 1997, qui restent cependant applicables pour les matériels en service.
- Arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
- Arrêté du 22 mai 2006 modifiant l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

9.4 Les dispositions à mettre en œuvre :

- Communiquer avec les riverains en amont du démarrage et tout au long du chantier
- Utiliser des matériels électriques plutôt que pneumatiques.
- Utiliser des engins de chantier conformes aux normes de fabrication et titulaires d'un rapport de vérification attestant de leur niveau sonore en fonctionnement. Avant toute utilisation d'engins, sa fiche technique est soumise à l'approbation du responsable de chantier.
- De ne pas utiliser de groupes électrogènes autonomes (sauf situation d'urgence à signaler à la maîtrise d'œuvre).
- De préparer au maximum les matériaux en atelier.
- De prévoir des équipements et matériels insonorisés.
- Limiter le nombre de camions de livraison et planifier les livraisons les plus importantes.
- Que les camions coupent leur moteur pendant les livraisons.
- Prévoir le port par les compagnons de protections auditives.
- Lors des planifications de travaux, notamment de terrassement, limiter les marches arrière de sorte à limiter les bruits des avertisseurs sonores de recul.
- Éviter les chutes de matériels quels qu'ils soient.
- Mettre en place un plan d'utilisation des engins bruyants (vibreurs, marteaux piqueurs, etc.) qui stipulera les emplacements des engins bruyants afin d'éviter les réverbérations et les transmissions vibratoires.
- Organiser le chantier pour éviter la marche en arrières des camions et en informer les fournisseurs et conducteurs d'engins.
- Utiliser les Talkiewalkies pour communiquer avec les grutiers afin d'éviter les cris et sifflements.
- Utiliser des engins et matériels insonorisés (un marteau piqueur insonorisé émet 100dBA contre 130 non conditionné).

Les engins listés dans l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles seront utilisés sur le chantier avec, en priorité, ceux qui affichent un niveau sonore inférieur à 5dBA du seuil imposé par ledit arrêté.

Dans le cas d'utilisation des engins listés à l'article 6 du même arrêté, l'entreprise ou le groupement devra fournir les informations sur le niveau sonore de ces engins. Seront sélectionnés les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB.

10 MAITRISE DES NUISANCES

10.1 Qualité des sols

Tout rejet dans le milieu naturel (infiltration dans le sol ou écoulement vers les eaux de surface et souterraines) de produits polluants ou pollués est formellement interdit. Il est interdit de rejeter tout liquide autre que de l'eau non souillée dans le sol.

L'utilisation d'huile biodégradable pour les coffrages est imposée et une gestion contrôlée de son utilisation sera recherchée.

Les produits seront tous étiquetés et les Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires seront tenues à disposition.

10.2 Qualité de l'air

Le brûlage des déchets sur le chantier est strictement interdit.

L'usage de matériaux pulvérulents est interdit lors de vents forts.

Les découpages de matériaux non naturels sur le chantier seront évités ou bien seront pratiqués dans un local fermé et les déchets aspirés rapidement pour éviter leur propagation.

Les locaux seront ventilés pour garantir la qualité de l'air aux compagnons.

10.3 Gestion des pollutions accidentelles

Une procédure de gestion des pollutions accidentelles devra être mise en place dès la phase préparatoire du chantier. Le Responsable de chantier faibles nuisances s'assurera de la tenue en bon état sur le chantier d'un kit de dépollution (traitement des déversements accidentels) et d'une bâche étanche mobile. Il sera formé à leur utilisation. Toutefois, tout déversement accidentel au réseau d'assainissement, devra faire l'objet d'un signalement d'urgence aux services d'assainissement communaux et à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole. Les terres polluées par des produits polluants seront évacuées vers un lieu de traitement agréé. Les incidents et les mesures correctives prises devront être signalés dans le cahier de vie du chantier.

10.4 Limitation des poussières, salissures et boues

Les dispositions suivantes seront prises :

- Légère aspersion en matinée du sol si celui-ci est trop sec,
- Nettoyage des roues de camions avant la sortie du chantier,
- L'organisation du stationnement des véhicules des entreprises et du personnel, pouvant passer par la création d'une zone de stationnement des véhicules. Cette zone sera dotée d'un cheminement protégé des boues et ruissellements divers.
- Recours à des matériels performants (le matériel de ponçage utilisé sera muni d'un aspirateur).

10.5 Limiter les nuisances visuelles

Le responsable Chantier à faibles nuisance organise le nettoyage hebdomadaire du chantier et de ses abords.

Les entreprises présentes sur le site devront respecter la réglementation liée à la limitation de l'impact visuel donnée par le Règlement Sanitaire Départemental selon lequel « *les entrepreneurs des travaux exécutés sur la voie publique ou dans les propriétés qui l'avoisinent doivent tenir la voie publique en état de propreté aux abords de leurs ateliers ou chantiers et sur les points ayant été salis par suite de leurs travaux.* »

De plus, « les chantiers ouverts sur la voie publique ou en bordure de celle-ci doivent être entourés de clôtures assurant une protection et une interdiction de pénétrer efficaces. Les entrepreneurs doivent tenir en état de propreté la voirie publique. »

Les palissages ou clôtures, les abords du chantier, les baraquements devront être entretenus régulièrement.

11 SUIVI DES CONSOMMATIONS

11.1 Consommation et qualité de l'eau

L'eau sera utilisée de manière contrôlée et rationnelle, le coût étant à la charge des entreprises réparti dans le compte prorata. L'entreprise s'engage à réaliser des comptages pour permettre le suivi des consommations, et ainsi détecter les éventuelles fuites.

Le lavage des bennes à béton sera réalisé sur l'aire de lavage équipée d'un bac de décantation.

Toute l'eau utilisée lors de la confection des produits, la mise en œuvre, le nettoyage devra, dans la mesure du possible, transiter par des bacs de rétention puis des bacs de décantation. Après une nuit de décantation, chaque matin, l'eau claire est rejetée et le dépôt béton sera déposé dans la benne à gravats inertes jusqu'à enlèvement par une entreprise spécialisée.

Les volumes d'eau consommée chaque mois seront relevés au compteur et reportés dans le PV de chantier.

11.2 Consommation d'énergie

Un comptage des consommations d'énergie (électricité et combustibles éventuels) sera réalisé durant toute la période du chantier et un relevé hebdomadaire sera reporté dans le PV de chantier et un point mensuel sera réalisé par l'entreprise titulaire et transmis au Maître d'œuvre environnemental.

Les entreprises veilleront à la maîtrise de leurs consommations d'énergie : le chauffage et l'éventuelle climatisation du cantonnement seront éteints en inoccupation obligatoirement.

12 APPLICATION DE LA CHARTE

La responsabilité de l'entreprise titulaire dans l'application de cette charte s'étend à toute la durée du chantier. En cas de non-respect, constaté par le Maître d'Ouvrage et les personnes intervenant régulièrement sur le chantier, des obligations inscrites dans la charte, des pénalités seront appliquées :

- 150 euros HT par jour de pénalité seront appliqués chaque fois qu'il est constaté le non-respect de la Charte. Cette pénalité s'appliquera à compter de la constatation de la faute et jusqu'à ce que le Maître d'Ouvrage ait constaté la mise en place de mesures correctives.
- Ces pénalités ne pourront toutefois pas dépasser 2% du montant total du marché du lot.

Chaque entreprise accepte le principe d'application des pénalités décrites au CCAP en cas de non-respect des exigences décrites dans le présent document.

13 ANNEXES

13.1 Comparaison des coûts de traitement recyclage, valorisation matière et enfouissement

Quelques ordres de grandeur de coûts de traitement			
Les coûts de traitement sont donnés à titre indicatif hors taxes et hors frais de transport et de location de bennes (tarifs moyens observés en 2020).			
	Recyclage	Valorisation	Enfouissement
Déchets inertes	Production de graves recyclées : 10-20 €/t	Remblais de carrière : 3-6 €/t	ISDI : 6-10 €/t
Métaux	Rachat	—	ISDND : 70-100 €/t
Bois	Production de panneaux de particules : 30-40 €/t (bois B)	En chaufferie (bois A) : rachat 15 €/t CSR (bois B) : 30-40 €/t	ISDND : 70-100 €/t
Plâtre	Préparation matière du gypse : 40-60 €/t	—	ISDND : 70-100 €/t
Verre plat	Démantèlement fenêtre puis recyclage du verre : 70 €/t	—	ISDI : 6-10 €/t
PVC	100 €/t	—	ISDND : 70-100 €/t
Amiante	Vitrification : 2000 €/t	—	ISDND : 100-150 €/t ISDD : 350-450 €/t
Source : Étude ADEME REP Bâtiment (2021).		ISDD : installation de stockage de déchets dangereux. ISDND : installation de stockage de déchets non dangereux ISDI : installation de stockage de déchets inertes.	

Source : Mieux gérer les déchets de chantier du Bâtiment FFB 2021

13.2 Bordereau de suivi des déchets de chantier de bâtiment et de travaux publics

Document disponible dans la recommandation n° T2-2000 aux maitres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment.

Ce document est utilisable pour les déchets inertes et les déchets non dangereux non inertes. Pour les déchets dangereux, il faut remplir le bordereau BSDD (Cerfa n° 12571*01). Spécifiquement pour les déchets d'amiante, il faut compléter le bordereau BSDA (Cerfa 11861*03).

Pour réaliser le registre des déchets (réalisable sur tableur numérique), des modèles sont disponibles sur internet avec les catégories à renseigner.

**BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER
DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS**
Déchets banals et déchets inertes
Bordereau n°

1. MAITRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise) :

Raison sociale de l'entreprise :	Nom du chantier :
Adresse :	Lieu :
Tél : Fax :	Tél : Fax :
Responsable :	Responsable :

2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise) :

Raison sociale de l'entreprise :		Date :			
Adresse :		Cachet et visa :			
Tél : Fax :					
Responsable :					

Destination du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de tri	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 2	<input type="checkbox"/> Valorisation matière
	<input type="checkbox"/> Centre de transfert	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 3	<input type="checkbox"/> Incinération (UIOM)
Autre.....			

Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U	Capacité	Taux de remplissage
.....	1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> plein <input type="checkbox"/>

3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur - transporteur) :

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date :
.....	Cachet et visa :
.....

4. ELIMINATEUR (à remplir par le destinataire - éliminateur) :

Nom de l'éliminateur :	Adresse de destination (lieu de traitement)		Date :
.....		Cachet et visa :
.....
.....	U	Quantité reçue	
.....	

Qualité du déchet :	<input type="checkbox"/> Bon	<input type="checkbox"/> Moyen	<input type="checkbox"/> Mauvais
	<input type="checkbox"/> Refus de la benne à Motif		

Bordereau comprenant 5 exemplaires : *remplir un bordereau par conteneur*

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise
- exemplaire n° 5 à retourner au maître d'ouvrage via le concepteur environnement

13.3 Liste des matériaux concernés par le tri et pictogrammes associés

Téléchargeable aussi sur le site Déchets du BTP de la FFB. Ces pictogrammes sont à placer sur chaque face des bennes présentes sur le chantier.

Déchets inertes



Déchets non dangereux, non inertes



Déchets dangereux

